Législatives 2017 - Philippe Gustin

:29

Philippe Gustin et Pierre-Yves Le Borgn’ sont très probablement les deux candidats qui seront au deuxième tour des législatives de 2017. Ils ont accepté de répondre à nos questions sur leur parcours, leurs idées et la situation de la Hongrie au sein de la septième circonscription des Français à l’étranger.

Philippe Gustin

JFB **: Vous avez été, entre autres, instituteur, directeur de cabinet du ministre de l’Education nationale et ambassadeur de France en Roumanie : pourquoi, aujourd’hui, vous présenter à une élection législative ?**

Philippe Gustin : Le fil conducteur des fonctions que vous venez de rappeler et que j’ai exercées depuis 40 ans porte un nom : l’intérêt général. Si je souhaite m’impliquer aujourd’hui en politique, c’est toujours et encore au nom de cet idéal

mais aussi parce que je pense que notre pays va mal et que je suis arrivé à un âge où l'expérience aidant, je peux apporter mes modestes compétences acquises au fil des ans à la collectivité.

JFB : Pourquoi être candidat dans cette circonscription et pas une autre ?

Philippe Gustin : Il ne m'est jamais venu à l'idée d'être candidat dans une autre circonscription. J'ai passé près de 20 ans de ma vie dans cette Mitteleuropa : 8 ans d'Allemagne, 6 ans de Hongrie, 2 ans et demi d'Autriche et 2 ans et demi de Roumanie m'ont permis de maîtriser les langues de ces pays, d'en comprendre les spécificités. J'y ai mes attaches familiales et amicales. S'agissant plus particulièrement de la Hongrie, j'y ai ma résidence principale ou secondaire depuis bientôt 30 ans. Tout cela finit par créer le sentiment d'être « un peu, beaucoup » chez soi dans cette zone du monde.

JFB : Quels sont, à votre avis, les sujets préoccupants et les défis qui attendent les Français de la région dans les cinq années à venir ?

Philippe Gustin : Le chantier prioritaire des cinq prochaines années concerne sans conteste l'éducation. Pour la majorité des Français qui résident dans cette circonscription, la question est de savoir s'ils pourront scolariser leurs enfants dans des établissements locaux où le français est enseigné. Cela suppose que nous défendions l'enseignement du français dans ces pays, la plupart membres de l'UE, mais qu'en contrepartie, nous défendions l'enseignement de la langue de nos partenaires en France : la réforme du collège et la fin programmée de l'allemand a été, dans ce contexte, un très mauvais coup porté aux relations franco-allemandes et aura des incidences sur l'enseignement du français en Allemagne. Pour la minorité de Français de la 7ème circonscription qui peuvent géographiquement et financièrement parlant scolariser leurs enfants dans les établissements relevant de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, se pose la question de la survie économique de ces établissements à terme : une baisse de 6,25% de la dotation de l'Etat à l'Agence au cours du dernier quinquennat et une augmentation concomitante de 3% du nombre d'élèves par an conduit à faire supporter aux parents l'essentiel de la charge. C'est donc le modèle économique qu'il faudra revoir dans les années à venir si nous voulons conserver ce réseau que les autres pays

nous envient.

JFB : **Que pensez-vous de l'évolution préoccupante de la situation politique dans les pays de l'ouest des Balkans ?**

Philippe Gustin : Je fais au cours de mes voyages depuis deux ans dans ces pays le constat que le désengagement des USA et de l'Union européenne d'une part et l'intervention de plus en plus visible de puissances étrangères (Russie, Turquie, pays du Proche et Moyen-Orient) d'autre part ravivent des tensions ethniques et religieuses qui ont été de surcroît instrumentalisées durant la crise des migrants de la fin 2015. La marmite des Balkans continue à bouillir et l'Union-européenne, comme l'a déclaré lors du dernier Conseil européen, Donald Tusk doit en être consciente et maintenir son intervention.

JFB : A l'heure où l'UE redéfinit sa vison géostratégique et politique, quelle importance donner aux élections législatives françaises ?

Philippe Gustin : Je le sens à chacun de mes déplacements dans la zone au cours des discussions avec les Français qui y habitent mais aussi des ressortissants de ces pays : ces élections, présidentielle et législatives françaises ne revêtent pas seulement un enjeu national. L'Europe et une partie du monde ont les yeux rivés sur la France. Mes interlocuteurs sont navrés du déclassement de la France au cours des cinq dernières années. « La France n'est plus à bord du bateau européen » me disent-ils. Il reviendra donc à la future majorité de redonner à notre pays la place et le rôle qui lui reviennent et qui en font un acteur incontournable. Cinquième puissance économique au monde, détentrice de l'arme nucléaire et d'un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations-Unies, pays-membre fondateur de l'Union-européenne, tout cela crée des obligations pour nous Français et des attentes de la part de nos principaux partenaires.

JFB : **Quel message voudriez-vous transmettre aux déçus de la politique, aux abstentionnistes chroniques ?**

Philippe Gustin : Je peux comprendre les déceptions, le désarroi, la colère. Pour autant, je rappelle que nos ancêtres sont morts pour obtenir le droit de voter. Les

femmes ne l’ont acquis en France qu’en 1945. Il ne faudrait pas avoir la naïveté de croire que ce droit est acquis pour la nuit des temps. Tout peut être remis en cause, à tout moment. Il est donc important d’exercer ce droit et j’espère que la participation aux élections législatives des 4 et 18 juin prochains sera supérieure, malgré la suppression incompréhensible du vote électronique, aux 24% enregistrés lors des élections de juin 2012. Vous pouvez suivre mon actualité sur www.philippegustin.eu et sur les principaux réseaux sociaux : Twitter, Facebook, LinkedIn. Les coordonnées de ma chaine YouTube sont : https://www.youtube.com/channel/UC7MbGljmpFBwJ_YjXexBnag

Propos recueillis par Xavier Glangeaud

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel